

des pires méthodes du régime fonctionnariste et des pires aspects de la direction du Parti. De nouvelles exclusions et des déportations d'oppositionalistes continuent encore à terroriser le Parti, malgré les circulaires rassurantes. La question de la réadmission des oppositionalistes dans le Parti, du retour des déportés, de la libération des emprisonnés, devient l'épreuve essentielle, le moyen de contrôle infailible et le premier indice du degré de sérieux et de profondeur de toutes les récentes démarches vers la gauche. Le Parti et la classe ouvrière jugeront, non point d'après les paroles, mais d'après les actes. C'était l'enseignement de Marx, ce fut celui de Lénine, c'est celui de l'Opposition. Le VI<sup>e</sup> Congrès de l'I. C. peut, dans une grande mesure, faciliter le rétablissement de l'unité du Parti en conseillant avec fermeté aux institutions centrales du P. C. de l'U. R. S. S. d'abroger immédiatement l'application de l'article 58

à l'Opposition, application basée sur une déloyauté politique grossière, et sur un perfide abus de pouvoir. La réintégration des bolchéviks-léninistes (Opposition) dans le Parti est une condition indispensable et inévitable d'un retour à la voie de Lénine. Cela est incontestablement vrai, non seulement pour le P. C. de l'U. R. S. S., mais aussi pour toutes les autres sections de l'I. C. Tout oppositionaliste, en reprenant la place qui lui appartient de droit dans son Parti, dont nous le répétons à nouveau, aucune force, ni aucune résolution ne pourront l'arracher, fera tout ce qu'il pourra pour aider le Parti à sortir de la crise actuelle, et à supprimer l'esprit de fraction. Il ne peut y avoir aucun doute qu'un pareil engagement rencontrera l'appui unanime de tous les bolchéviks-léninistes (Opposition).

Alma-Ata, 12 juillet 1928.

L. TROTSKY.

## AU VI<sup>e</sup> CONGRÈS DE L'I.C.

# LE PLENUM DE JUILLET ET LE DANGER DE DROITE

## Postface à la lettre " Et après ? " (1)

Le rapport lu par Rykov le 13 Juillet à la réunion des militants de Moscou sur le bilan du Plenum de Juillet du Comité Central (2) constitue un événement d'une importance politique capitale. C'est là une intervention, exposant un programme, du représentant le plus autorisé de l'aile droite portant son étendard, sinon entièrement déployé, tout au moins déroulé à moitié.

(1) La lettre « Et après ? » qui précédait ce document ne nous est pas encore parvenue. — N. D. L. R.

(2) Le Plenum du Comité Central du P. C. de l'U. R. S. S. qui se tint en Juillet 1928, fut consacré aux difficultés économiques et au Congrès de l'I. C. qui devait avoir lieu immédiatement après. Une lutte acharnée se produisit à ce Plenum, ou plus exactement dans les coulisses de celui-ci, entre les fractions de Staline et de Rykov. Comme on le voit d'après la lettre, ce fut en fait la droite qui l'emporta, ayant à sa tête Rykov et Boukharine. — N. D. L. R.

Dans son rapport, Rykov ne s'est pas arrêté un instant sur le programme de l'I. C. ; il ne l'a même pas mentionné. Il a consacré exclusivement son exposé à la question du stockage des blés. Aussi n'est-ce pas sans raisons que son rapport est celui d'un triomphateur. La droite sort entièrement victorieuse de la première escarmouche avec le centre, après 4 ou 5 mois de politique de « gauche ». Le Plenum de Juillet du Comité Central marque la première victoire ostensible de Rykov sur Staline, remportée il est vrai avec le consentement de ce dernier. L'idée essentielle du rapport de Rykov est que le déplacement qui s'est produit en Février vers la gauche, n'était qu'un épisode dû à des circonstances extraordinaires, que cet épisode doit être enterré, qu'il faut classer dans les archives

non seulement l'article 107 (3), mais aussi celui paru en Février dans la *Pravda*, qu'il faut abandonner l'ancien cours en tournant non pas à gauche, mais à droite ; et que plus ce virage se fera brutalement, meilleur il sera. Pour se frayer la route, Rykov avoue (impossible de faire autrement devant les faits accusateurs) trois de ses petites erreurs : « Premièrement au moment où la crise surgit, je l'estimais moins profonde qu'elle n'était en réalité ; mais, deuxièmement, je pensais que, grâce aux mesures extraordinaires, nous parviendrions à triompher complètement de cette crise de ravitaillement en blé. Nous n'y sommes pas parvenus. Troisièmement, j'espérais que toute la campagne du stockage des céréales se déroulerait en s'appuyant sur le paysan pauvre et en maintenant parfaitement stable la liaison avec les masses des paysans moyens. Sur ce point je me suis également trompé ».

Et pourtant toute cette crise du stockage, avec tous les phénomènes politiques qui l'accompagnent, fut prévue par l'Opposition dans ses contre-thèses (4) montrant très exactement à Rykov ce qu'il ne comprenait pas et ne prévoyait pas. C'était précisément pour éviter des mesures administratives tardives, exagérées, prises à la hâte et sans coordination, que l'Opposition proposa en temps voulu de faire aux éléments riches des villages un emprunt forcé en blé (5). Certes, cette mesure avait aussi un caractère exceptionnel. Toute la politique précédente l'avait rendue inévitable ; si l'emprunt avait été lancé à temps et avec méthode, il aurait réduit au minimum les

(3) L'article 107 du Code pénal prévoit la lutte contre l'agiotage et contre la dissimulation frauduleuse de marchandises en surplus. Cet article fut largement appliqué au printemps dernier en tant que mesure extraordinaire pour enlever le blé aux paysans. — N. D. L. R.

(4) Il s'agit ici des contre-thèses que l'Opposition dressa contre les thèses officielles présentées par le Comité Central au 15<sup>e</sup> Congrès du Parti. Ces contre-thèses, parues à l'époque dans les pages de discussion de la *Pravda* étaient consacrées aux questions de la politique du Parti dans les campagnes et du plan quinquennal du développement de l'industrie. — N. D. L. R.

(5) Prévoyant les difficultés imminentes du stockage des blés, l'Opposition proposait dans sa plateforme un emprunt forcé en blé à appliquer aux éléments riches des villages pour obtenir 150-200 millions de pouds de céréales.

excès administratifs qui constituent un paiement trop élevé pour de bien modestes succès matériels. Les mesures de violence administrative n'ont en elles-mêmes rien de commun avec un cours juste. Elles sont la rançon d'une orientation erronée. La tentative de Rykov d'attribuer à l'Opposition une tendance à éterniser les procédés à la Rykov, puisés dans l'arsenal du communisme de guerre, est tout bonnement absurde. Dès les premiers jours, l'Opposition considéra les perquisitions dans les fermes, le rétablissement des détachements de barrage, etc., non pas comme le début du cours nouveau, mais bien comme la faillite de l'ancien. L'article 107 pour le stockage n'est pas l'instrument du cours léniniste, c'est une des béquilles de la politique rykovienne. En s'efforçant de présenter comme programme de l'Opposition les mesures administratives de désorganisation de l'économie, dont il est lui-même entièrement responsable, Rykov agit comme tous les politiciens petits-bourgeois qui, toujours en pareil cas excitent le paysan contre le communiste en le dépeignant comme un bandit et un expropriateur. Que signifiait le revirement de Février ? C'était l'aveu du retard subi par l'industrie, de la différenciation menaçante dans les campagnes et du terrible danger koulak. Que fallait-il en déduire pour fixer la nouvelle ligne de conduite ? Un changement dans la répartition du revenu national, en faisant dévier vers l'industrie une partie de celui-ci allant jusque là au koulak, en la déplaçant du capitalisme vers le socialisme, en accélérant le développement de l'industrie aussi bien lourde que légère. Contrairement à l'article paru en Février dans la *Pravda* (qui ne faisait que répéter dans cette question les arguments de l'Opposition) Rykov aperçoit la cause de la crise du stockage non pas dans le retard subi par le développement de l'industrie, mais bien dans celui de l'agriculture. Fournir une pareille explication c'est se moquer du Parti et de la classe ouvrière, c'est le tromper pour motiver un revirement vers la droite. C'est la vieille façon de poser le problème, à la manière des professeurs oustrialovistes. Il est évidemment incontestable que notre agriculture est émiettée, éparpillée, arriérée,